

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Banque : le FGIS actionnaire à 47 % de la Bicig

Par **Innocent M'BADOUA**  
Libreville/Gabon

L'ACCORD semble être définitivement conclu : le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) va remplacer l'investisseur stratégique BNP-Paribas comme actionnaire de référence de la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (Bicig).

C'est le cabinet Gide Loyrette Nouel qui a annoncé le transfert de propriété le 2 avril dernier sur son site Internet. Ce cabinet est le conseil du groupe BNP-Paribas sur la cession de 47 % du capital de la Bicig, sa filiale gabonaise, au FGIS. En d'autres termes, ce dernier devient officiellement le repreneur des parts de BNP-Paribas dans le capital de la Bicig. Certes, les tractations ont commencé depuis mi-juin 2018. Une solution envisagée

après que le groupe français a eu du mal à présenter un repreneur convaincant pour la partie gabonaise. Pour le Fonds monétaire international (FMI), la finalisation de l'opération devra se faire avec l'accord de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), le régulateur du secteur dans la zone Cémac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale).

Pour ces tractations historiques, l'équipe Gide qui a conseillé BNP-Paribas était pilotée par Jean-Gabriel Flandrois (associé), Ghizlen Sari Ali et Morgan Maréchal (collaborateurs) pour les aspects M&A/corporate. Le cabinet Project lawyers est intervenu sur les aspects de droit gabonais de l'opération. Quant au FGIS, il avait pour conseil le cabinet KGA dont le siège se trouve au 44, avenue des Champs-Élysées à Paris.



Le Siège de la Bicig, en plein centre-ville de Libreville.

### Brèves

**Cameroun/Microfinance** • Le groupe français Duval poursuit l'expansion de sa diversification dans le secteur de la finance africaine. Il est, en effet, proche d'entériner sa prise de participation indirecte et majoritaire dans le capital du Fonds Cameroun d'Épargne pour le Progrès (FOCEP), une société de microfinance de deuxième catégorie basée au Cameroun. L'information est contenue dans la note qui convoque une assemblée générale ordinaire de cette entreprise, et qui était normalement prévue le 6 avril 2020.

**Rwanda/Economie** • Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, le 2 avril 2020, le décaissement de 80,1 millions de dollars de tirage spéciaux, soit environ 109,4 millions \$ au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) en faveur du Rwanda. Cet appui financier permettra à Kigali de répondre aux besoins urgents de sa balance des paiements résultant de la pandémie de Covid-19. Plus précisément, ces fonds permettront d'appuyer les efforts des autorités rwandaises visant à atténuer les pressions liées à la pandémie sur le commerce, le tourisme et les réserves de change

Par **SCOM**

## Covid-19 : 850 millions de dollars pour les pays les plus touchés de l'OCI

Styve Claudel ONDO MINKO  
Libreville/Gabon

L'APPARITION du Covid-19 a considérablement impacté la consommation et entraîné des politiques d'assouplissement et des plans de relance à des niveaux jamais égalés auparavant. Pour atténuer les risques socio-économiques que cette pandémie fait peser sur les pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC) a décaissé 850 millions de dollars. Soit un peu plus de 516 milliards de francs CFA. Selon ses responsables, l'ITFC travaille en étroite collaboration avec les parties prenantes gouvernementales, les différents partenaires, entreprises et autres institutions financières. Des mesures de fi-

nancement d'urgence ont ainsi été mises en place, afin que les pays membres continuent à recevoir le soutien nécessaire. Aussi, l'Initiative de réponse rapide (RRI) Covid-19 a-t-elle mis à disposition 300 millions de dollars immédiatement disponibles. L'ITFC répond également aux différentes demandes formulées par les pays membres, pour fournir des programmes d'assistance technique immédiats en cas de crise : renforcement des capacités du personnel médical et des laboratoires, approvisionnement en équipements médicaux et en médicaments par son réseau. Ces fonds sont directement acheminés vers les Etats membres en question qui sont éligibles, et qui ont le plus besoin d'aide pour l'approvisionnement en énergie, les soins de santé, la sécurité alimentaire et d'autres besoins essentiels.



Photo: Issa Ibrahim/L'Union

### La ville de Jeddah où se trouve le siège de l'OCI.

L'ITFC est en constante discussion avec les gouvernements concernés, pour déterminer leurs besoins les plus urgents à mesure que la pandémie se développe.

Un fonds supplémentaire, "Recovery response program" (RRP), prévoit un déploiement de 550 millions de dollars supplémentaires sur les deux prochaines années. Ledit fonds vise à réparer les dommages socio-éco-

nomiques qui devraient durer plus longtemps que l'impact immédiat du virus.

L'ITFC implique fortement ses partenaires internationaux, régionaux et locaux, pour étendre ces mesures de financement intégrées et contribuer aux besoins critiques des pays membres et, si nécessaire, à la mobilisation de services d'appui au développement du commerce durant la pandémie.